
**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
13 mars 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

**Rapport sur les activités de l'Australie à l'appui de la mise
en œuvre du plan d'action de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

15-03944X (F)



Merci de recycler



I. Désarmement nucléaire

A. Principes et objectifs : *La Conférence décide ce qui suit :*

Mesure n° 1 Tous les États parties s'engagent à adopter des politiques pleinement conformes au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.

L'engagement de longue date de l'Australie à l'égard du Traité et de l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires reste entier. Nous observons les critères les plus élevés en matière de respect de nos obligations en termes de non-prolifération. Nos activités en faveur du désarmement nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires ont concerné notamment une interdiction complète des essais nucléaires (le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, que l'Australie a ratifié en juillet 1998) et des négociations relatives à un traité plafonnant la production de matières fissiles. L'Australie a également maintenu son rôle éminent et actif dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement en adhérant à l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, regroupant 12 États, qu'elle a lancée en 2010 avec le Japon. Le but principal de l'Initiative était de promouvoir le plan d'action en 64 points de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui a fait l'objet d'un consensus et inclut la plupart des étapes nécessaires pour promouvoir les objectifs en termes de désarmement et de non-prolifération présentés dans le Traité.

L'Australie a soutenu activement le groupe des Amis de la Présidence, auquel elle a participé, a pris part à la rédaction d'un document de travail conjoint sur les jalons d'un monde sans armes nucléaires et a animé en 2013 plusieurs sessions dans le cadre du processus du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations sur le désarmement nucléaire, groupe créé par la résolution 67/56 de l'Assemblée générale du 3 décembre 2012.

L'Initiative a soumis, pendant le cycle de la Conférence d'examen de 2015, plusieurs documents de travail appelant à prendre des mesures concrètes en vue de l'élimination des armes nucléaires. L'Initiative a soumis un document de travail exhaustif pour la Conférence d'examen de 2015 du Traité, qui comprend des recommandations visant à renforcer la formulation et les engagements des trois piliers du Traité. Notre document de travail « Le désarmement nucléaire après le nouveau traité START », établi pour le Comité préparatoire de 2014, salue la mise en œuvre en cours du nouveau traité START mais appelle

à de nouveaux cycles de réductions et invite tous les États dotés d'armes nucléaires et les autres États détenant des armes nucléaires à prendre de nouvelles mesures pour réduire leurs arsenaux. L'Initiative a également soumis en 2014 un document appelant les États dotés d'armes nucléaires à réduire le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires, conformément aux mesures n^{os} 5 e) et 5 f) du Plan d'action de 2010 (le document de travail sur la levée de l'état d'alerte).

Au Comité préparatoire de 2013, l'Initiative a soumis des documents exhortant à inclure les armes nucléaires non stratégiques dans tout futur processus de désarmement nucléaire et invitant les États dotés d'armes nucléaires à réduire le rôle des armes nucléaires dans leurs politiques nationales de sécurité (document de travail « Réduire le rôle des armes nucléaires »).

Les préoccupations de l'Australie face aux conséquences humanitaires des armes nucléaires ont sous-tendu nos actions dans la recherche de manières concrètes et réalistes de se rapprocher d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Australie a publié des déclarations conjointes, à la fois à la soixante-huitième et à la soixante-neuvième sessions de l'Assemblée générale, respectivement avec 16 et 19 autres États. Ces déclarations soulignaient le fait que les incidences humanitaires de l'utilisation des armes nucléaires font partie intégrante du processus de désarmement et de non-prolifération. L'Australie a participé à chacune des trois conférences sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, successivement à Oslo (2012), à Nayarit (2014), et à Vienne (2014).

Mesure n^o 2 Tous les États parties s'engagent à appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence s'agissant de l'exécution de leurs obligations contractées en vertu du Traité.

L'Australie réaffirme son engagement d'application des principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence en ce qui concerne la mise en œuvre des obligations au titre du Traité. Le soutien du pays, notamment à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, aux négociations d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), aux zones exemptes d'armes nucléaires et à la transparence par la reddition de comptes sont conformes à cet engagement.

L'Australie, tout comme 11 autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, a soumis des documents de travail sur la transparence des États dotés d'armes nucléaires aux comités préparatoires de 2012 et 2014. Le document de travail soumis au Comité préparatoire de 2012 comprenait un projet de modèle de rapport pour les États dotés d'armes nucléaires.

L'Initiative a également soumis un document sur la transparence des États dotés d'armes nucléaires à la Conférence d'examen de 2015, qui incluait un projet de modèle de rapport pour les États non dotés d'armes nucléaires.

L'Australie a participé à plusieurs cycles de vulgarisation de l'Initiative à la Conférence des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité à Genève (2014), New York (2014) et Londres (2015), qui ont offert de nouvelles occasions de souligner l'importance de la transparence.

B. Désarmement des armes nucléaires : La Conférence décide ce qui suit :

Mesure n° 6 Tous les États conviennent qu'il est nécessaire que la Conférence du désarmement constitue immédiatement un organe subsidiaire pour traiter du désarmement nucléaire, dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré.

En tant que membre de la Conférence du désarmement, l'Australie soutient la constitution d'un organe subsidiaire pour traiter du désarmement nucléaire, dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré.

L'Australie n'a cessé d'appeler à l'adoption, par la Conférence du désarmement, d'un programme de travail qui assurerait la mise en œuvre de cette mesure : M^{me} Julie Bishop, Ministre australien des affaires étrangères, dans un discours prononcé devant les participants à la Conférence du désarmement, le 26 mars 2014, a invité tous les membres à débloquent la Conférence et à convenir d'un programme de travail.

L'Australie a assumé activement et de manière constructive la fonction de co-vice-présidente du groupe de travail informel par l'intermédiaire de l'Ambassadeur, M. Peter Woolcott, avec pour mandat d'« adopter et de mettre en œuvre un programme de travail » aux sessions de 2013 et de 2014 de la Conférence. L'Australie poursuit en 2015 ses efforts au sein de la Conférence en vue de reprendre le travail de fond.

C. Garanties de sécurité : *Sans préjuger des efforts déployés dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Conférence décide ce qui suit :*

- | | | |
|-------------|--|--|
| Mesure n° 7 | <p>Tous les États conviennent que, dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré, la Conférence du désarmement devrait entamer immédiatement un débat de fond, sans limitations, sur des arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, pour élaborer des recommandations portant sur la question à l'examen sous tous ses aspects, sans exclure un instrument qui aurait force obligatoire à l'échelle internationale. La Conférence d'examen invite le Secrétaire général à convoquer, en septembre 2010, une réunion de haut niveau pour appuyer les travaux de la conférence du désarmement.</p> | <p>En tant que membre de la Conférence du désarmement, l'Australie soutient le débat sur les arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes dans le cadre d'un programme de travail concerté, complet et équilibré.</p> <p>L'Australie n'a cessé d'appeler à l'adoption, par la Conférence, d'un programme de travail qui assurerait la mise en œuvre de cette mesure. Le Ministre australien des affaires étrangères a assisté, le 24 septembre à New York, à la réunion de haut niveau et a fait état de la profonde préoccupation de l'Australie face à la non-reprise persistante du travail de fond par la Conférence. M^{me} Julie Bishop, Ministre des affaires étrangères, a réitéré cet appel dans un discours à la Conférence le 26 mars 2014.</p> <p>En tant que Co-vice-présidente du Groupe de travail informel chargé d'« adopter et de mettre en œuvre un programme de travail » en 2013 et en 2014, l'Australie a œuvré activement et de manière constructive à la recherche d'un consensus sur un programme de travail pour la Conférence.</p> <p>En tant que participants à l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, nous avons élaboré un document de travail sur les « Zones exemptes d'armes nucléaires et assurances négatives de sécurité » pour le Comité préparatoire de 2013. Ce document souligne l'intérêt légitime qu'ont les États non dotés d'armes nucléaires à recevoir des assurances de sécurité inconditionnelles et juridiquement contraignantes.</p> |
| Mesure n° 9 | <p>Il convient d'encourager la création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires, là où il y a lieu, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, et conformément aux Directives de 1999 de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Tous les États intéressés sont encouragés à ratifier les traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et les protocoles y afférents, et à se consulter et coopérer de façon constructive pour assurer l'entrée en vigueur des protocoles</p> | <p>L'Australie soutient résolument la création, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États Membres, de zones exemptes d'armes nucléaires.</p> <p>L'Australie a compté parmi les tout premiers pays à défendre le Traité sur la Zone dénucléarisée du Pacifique Sud, entré en vigueur le 11 décembre 1986.</p> <p>L'Australie prône l'adhésion à la Zone dénucléarisée du Pacifique Sud pour tous les pays et continue d'encourager les États-Unis d'Amérique à ratifier sans réserve les protocoles au Traité.</p> <p>L'Australie soutient le dialogue entre les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les États dotés d'armes nucléaires concernant la signature</p> |

juridiquement contraignants de tous ces traités, y compris les assurances de sécurité négatives. Les États intéressés sont encouragés à revoir toutes les réserves qu'ils pourraient avoir à ce sujet.

du Protocole au Traité sur la Zone dénucléarisée du Pacifique Sud. L'Australie se félicite aussi de la création de la Zone dénucléarisée de l'Asie centrale et de la signature des protocoles relatifs à ce traité par les États dotés d'armes nucléaires.

L'Australie patronne avec d'autres pays la résolution annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies (la plus récente étant la résolution 69/26) concernant le Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

L'Australie continue de soutenir la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction, librement convenue entre les États de la région. Le Gouvernement australien soutient les initiatives constructives visant à organiser une conférence en vue de débattre d'une telle zone.

En tant que participants à Initiative, nous avons soumis un document de travail intitulé « Zones dénucléarisées et assurances de sécurité négatives » au Comité préparatoire de 2013, ainsi qu'un document de travail intitulé « Création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient » au Comité préparatoire de 2014. Ces documents ont souligné le fait que les zones dénucléarisées sont un moyen important pour améliorer la paix et la sécurité mondiales et régionales.

D. Essais nucléaires : La Conférence décide de ce qui suit :

- | | | |
|--------------|--|---|
| Mesure n° 11 | <p>En attendant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tous les États s'engagent à s'abstenir de procéder à des explosions expérimentales d'armes nucléaires et à toutes autres explosions nucléaires, d'utiliser de nouvelles technologies nucléaires et de procéder à toute action contraire à l'objet et au but dudit traité, ainsi qu'à maintenir les moratoires actuels sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires.</p> | <p>L'Australie a adopté des instruments législatifs (loi de 1998 relative au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et loi de 2003 portant modification de la législation sur la non-prolifération) mettant en œuvre les obligations du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en préparation de son entrée en vigueur. Ces instruments ont instauré l'interdiction des essais nucléaires.</p> |
|--------------|--|---|

- Mesure n° 12 Tous les États qui ont ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires prennent acte de la contribution des conférences organisées pour faciliter l'entrée en vigueur dudit traité et des mesures adoptées par consensus à la sixième Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue en septembre 2009, et s'engagent à rendre compte à la Conférence de 2011 des progrès accomplis en vue de l'entrée en vigueur urgente de ce traité.
- Mesure n° 13 Tous les États qui ont ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'engagent à en promouvoir l'entrée en vigueur et l'application à l'échelle nationale, régionale et mondiale.
- Mesure n° 14 La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit être encouragée à développer pleinement le régime de vérification de ce traité, notamment par l'achèvement rapide et le
- Le Ministre des affaires étrangères a décrit, au cours de la Conférence de l'article XIV du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le 23 septembre 2011 à New York, les activités de l'Australie aux fins de l'entrée en vigueur du Traité.
- L'Australie, en tant que Coprésidente des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui organisent deux fois par an une réunion de haut niveau pendant la semaine des dirigeants de l'Assemblée générale des Nations Unies, presse constamment les États qui ne l'ont pas encore fait de signer et/ou de ratifier ce traité. L'Australie a présidé la réunion des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires du 27 septembre 2012 à New York et a coprésidé la réunion de 2014.
- Avec le Mexique et la Nouvelle-Zélande, l'Australie fait partie des principaux parrains de la résolution annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies (dont la plus récente est la résolution 69/81), qui souligne l'importance fondamentale du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour le désarmement nucléaire et la non-prolifération, et insiste pour que le Traité entre en vigueur au plus tôt.
- L'Australie a souligné qu'il est important de maintenir l'élan international de soutien à l'entrée en vigueur de ce Traité, qui s'est dégagé à la neuvième Conférence de l'article XIV en avril 2014.
- L'Australie, conjointement avec les autres membres du Groupe des 10 de Vienne, a présenté au Comité préparatoire de 2014 et à la Conférence d'examen de 2015 un document de travail sur les « questions de Vienne », qui traite notamment des questions liées au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- L'Australie est le troisième pays en nombre de stations de surveillance (21 stations) dans le Système international de surveillance du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'Australie soutient aussi activement l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans

fonctionnement provisoire du système de surveillance international, conformément au mandat de la Commission préparatoire, de manière à pouvoir instaurer, dès l'entrée en vigueur du Traité, un système de vérification efficace, fiable, participatif, non discriminatoire et universel, garant du respect de l'instrument.

l'élaboration d'autres aspects de son régime de vérification, notamment un rôle directeur dans l'établissement de procédures d'inspection sur place.

L'Australie coopère avec l'Organisation par le biais d'ateliers techniques et autres mesures de sensibilisation, à la promotion du développement et de la coopération entre les centres nationaux de données.

L'Australie invite constamment tous les États à fournir un soutien financier, technique et politique à l'Organisation pour son travail relatif au régime de vérification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

E. Matières fissiles : La Conférence décide de ce qui suit :

Mesure n° 15 Tous les États s'accordent à estimer que, dans le cadre d'un programme de travail convenu, complet et équilibré, la Conférence du désarmement devrait commencer immédiatement à négocier un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu du rapport du Coordonnateur spécial de 1995 (CD/1299) et du mandat qui y est énoncé. À cet égard, la Conférence d'examen invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à convoquer, en septembre 2010, une réunion de haut niveau à l'appui des travaux de la Conférence du désarmement.

L'Australie prône résolument le début de négociations d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la production d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires, généralement désigné sous le nom de « Traité concernant l'arrêt de la production de matières fissiles ».

Le Ministre australien des affaires étrangères de l'époque a assisté à la réunion de haut niveau du 24 septembre 2010 à New York et a fait part de la vive préoccupation de l'Australie face à la non-reprise persistante du travail de fond par la Conférence du désarmement.

En 2011, l'Australie et le Japon ont coparrainé une série de manifestations parallèles d'experts à Genève, auxquelles l'Australie a participé en 2012, en vue d'examiner les aspects techniques d'un tel traité et de contribuer à créer la confiance et l'élan nécessaires pour entamer des négociations au sein de la Conférence du désarmement.

L'Australie est membre du Groupe d'experts gouvernementaux travaillant sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Ce groupe s'est réuni à trois occasions en 2014 et en 2015 et mettra bientôt la dernière main à son rapport, à soumettre au Conseil de sécurité. Ce rapport sera ensuite examiné à la fois par l'Assemblée générale et par la Conférence du désarmement.

Mesure n° 17 Dans le contexte de la mesure n° 16, tous les États sont encouragés à appuyer la mise en place, dans le cadre de l'AIEA, de modalités de vérification juridiquement contraignantes, pour faire

L'Australie, avec les 11 autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, a soumis un document de travail au Comité préparatoire de 2013, intitulé « Plus large application des garanties dans les États dotés d'armes nucléaires », qui

en sorte que les matières fissiles désignées par chaque État doté d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires soient irréversiblement éliminées.

comprenait une recommandation invitant les États dotés d'armes nucléaires à placer de manière irréversible les matières nucléaires « excédentaires » sous la vérification de l'AIEA. Le document de travail de l'Initiative soumis à la Conférence d'examen de 2015 traitait également de ce sujet.

Mesure n° 18 Tous les États qui ne l'ont pas encore fait sont encouragés à entamer un processus visant à démanteler ou reconvertir à des utilisations pacifiques les installations de production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires.

L'Australie n'a jamais possédé d'installations de production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires.

F. Autres mesures en faveur du désarmement nucléaire : La Conférence décide de ce qui suit :

Mesure n° 19 Tous les États conviennent qu'il importe d'appuyer la coopération entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations internationales et régionales et la société civile afin de renforcer la confiance, d'améliorer la transparence et de mettre en place des moyens de vérification efficaces en matière de désarmement nucléaire.

L'Australie et les 11 autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement ont présenté un document de travail intitulé « Accroître la transparence dans le domaine du désarmement nucléaire » au Comité préparatoire de 2014. Ce document insistait sur le fait qu'il importe que les États dotés d'armes nucléaires conviennent d'un formulaire unique de notification pour honorer leurs obligations en matière de notification du désarmement. La transparence des États dotés d'armes nucléaires est également abordée dans le document de travail de l'Initiative soumis à la Conférence d'examen de 2015.

En 2013, L'Australie a participé à des discussions techniques sur l'élaboration de méthodes de vérification du désarmement.

L'Australie a participé, les 19 et 20 mars 2015 à Washington, à la réunion inaugurale de l'International Partnership for Nuclear Disarmament Verification.

Mesure n° 20 Les États parties devraient, dans le cadre du processus renforcé d'examen du Traité, présenter régulièrement des rapports sur l'application du présent plan d'action ainsi que de l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article VI de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires » et des mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, et compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 8 juillet 1996.

Le rapport précédent de l'Australie relatif à l'application du paragraphe 4 c) de l'article IV de la décision de 1995 sur les « principes et objectifs pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires » figurait dans le document NPT/CONF.2010/36 du 7 mai 2010.

Le présent rapport actualise notre rapport écrit de 2012, la mise à jour verbale de 2013 et le rapport écrit de 2014 sur les activités de l'Australie à l'appui du plan d'action de 2010.

Avec les 11 autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, l'Australie a également soumis à la Conférence d'examen de 2015 un document de travail sur la transparence des États

	(Ce champ peut être utilisé pour notifier la mise en œuvre des décisions pertinentes convenues avant 2010.)	non dotés d'armes nucléaires, qui inclut un projet de modèle de rapport pour ces États.
Mesure n° 21	En tant que mesure de confiance, tous les États dotés d'armes nucléaires sont encouragés à adopter dans les meilleurs délais un formulaire unique de notification et à déterminer la périodicité appropriée pour sa présentation afin de fournir à titre volontaire des informations de référence, sans compromettre la sécurité nationale. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est invité à créer une base centrale de données accessible au public qui comprendra les renseignements communiqués par les États dotés d'armes nucléaires.	<p>L'Australie, conjointement avec les 11 autres pays de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, a soumis au Comité préparatoire de 2012 un document de travail intitulé « Transparence en matière d'armement nucléaire », qui comprenait un projet de formulaire de notification de désarmement nucléaire à l'usage des États dotés d'armes nucléaires.</p> <p>L'Initiative a, en outre, soumis au Comité préparatoire de 2014 un document de travail sur la transparence accrue, invitant les États dotés d'armes nucléaires à s'accorder sur un formulaire unique de notification et à l'utiliser pour mettre en œuvre la mesure n° 20 et la mesure n° 5. Le document de travail de l'Initiative soumis à la Conférence d'examen de 2015 traitait également des notifications par les États dotés d'armes nucléaires.</p> <p>Suite au Comité préparatoire de 2014, lorsque les États dotés d'armes nucléaires ont soumis leurs rapports nationaux, l'Initiative a mené une nouvelle activité de sensibilisation auprès des États dotés d'armes nucléaires en soulignant l'importance d'une meilleure transparence de ces États et de notifications régulières.</p>
Mesure n° 22	Tous les États sont encouragés à mettre en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (A/57/124) sur l'étude de l'Organisation consacrée à l'éducation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, en vue de faciliter la réalisation des objectifs du Traité à l'appui d'un monde sans armes nucléaires.	<p>L'Australie se félicite des recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général concernant l'étude des Nations Unies sur l'éducation au désarmement et à la non-prolifération (A/57/124).</p> <p>En septembre 2011, l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement a annoncé qu'elle s'emploierait à promouvoir activement l'éducation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération en vue d'aboutir à un monde exempt d'armes nucléaires. L'Initiative a rédigé des documents de travail distincts sur cette question pour les Comités préparatoires de 2012 et de 2013.</p> <p>L'Australie s'est jointe au Japon et à 30 autres pays en tant que coauteur d'une déclaration sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, prononcée devant le Comité préparatoire de 2013. Nous avons soutenu à nouveau l'initiative du Japon en 2014.</p>

II. Non-prolifération nucléaire

Mesure n° 23	La Conférence invite tous les États parties à ne négliger aucun effort pour promouvoir l'adhésion universelle au Traité et à ne rien faire qui puisse compromettre les perspectives d'universalité de celui-ci.	<p>Dans les échanges bilatéraux et ses déclarations dans les enceintes multilatérales, l'Australie n'a cessé d'inviter tous les États qui n'ont pas ratifié le Traité à le faire en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires et sans conditions préalables. L'Australie a également mené au plan régional des activités de sensibilisation visant à promouvoir le respect et l'exécution des engagements au titre du Traité, notamment en accueillant des cours et des ateliers de développement des capacités en Australie.</p> <p>L'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement a soumis un document de travail intitulé « Traiter la dénonciation du Traité sur la non-prolifération » au Comité préparatoire de 2014. Les 10 documents de travail, tant de l'Initiative que du Groupe de Vienne, qui ont été soumis à la Conférence d'examen de 2015 prennent également en compte l'article X.</p>
Mesure n° 24	La Conférence s'associe de nouveau à l'appel lancé par les conférences d'examen précédentes en vue de l'application des garanties généralisées de l'AIEA à toutes les matières fissiles brutes ou spéciales dans l'ensemble des activités nucléaires à des fins pacifiques dans les États parties, conformément aux dispositions de l'article III du Traité.	<p>L'Australie a été le premier pays à signer et à ratifier le Protocole additionnel (entré en vigueur le 12 décembre 1997), le premier à en faire une condition de l'offre d'exportations d'uranium et le premier à déclarer que toutes les substances nucléaires et activités liées aux garanties ont été correctement déclarées et justifiées. L'Australie continue à œuvrer à la promotion de l'universalisation des accords de garanties généralisées et de tous les protocoles additionnels pour tous les États signataires du Traité sur la non-prolifération qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires, et à leur respect par ces États.</p> <p>L'Australie, conjointement avec les autres membres du Groupe des 10 de Vienne, a soumis à la Conférence d'examen de 2015 un document de travail comprenant les questions de respect et de vérification.</p>
Mesure n° 25	Notant que 18 États parties au Traité n'ont pas encore appliqué les accords de garanties généralisées, la Conférence les exhorte à le faire dès que possible et sans plus tarder.	<p>L'Australie encourage tous les États qui ne l'ont pas encore fait à mettre en vigueur un accord de garanties généralisées avec l'AIEA, ainsi qu'un protocole additionnel. L'Australie a facilité les discussions, fourni des avis d'expert et accueilli des visites d'étude qui aident les États à mettre ces accords en vigueur.</p> <p>L'Australie, conjointement avec les autres membres du Groupe des 10 de Vienne, a soumis à la Conférence d'examen de 2015 un document de travail qui incluait les aspects de respect et de vérification.</p>
Mesure n° 26	La Conférence souligne qu'il importe d'exécuter les obligations en matière de non-prolifération et d'examiner toutes les questions	L'Australie observe les critères les plus élevés de respect de ses engagements et de ses obligations en termes de non-prolifération et coopère pleinement avec l'AIEA.

concernant leur respect afin de préserver l'intégrité du Traité et l'autorité du système de garanties.

L'Australie agit résolument en faveur du respect universel par les États de leurs obligations en matière de non-prolifération au titre du Traité et des autres accords conclus avec l'AIEA.

L'Australie a, par l'intermédiaire du Groupe des 10 de Vienne, présenté, aux Comités préparatoires de 2013 et de 2014 et à la Conférence d'examen de 2015, des documents de travail qui traitent notamment des aspects du respect et de la vérification.

Voir également les réponses relatives à la mesure n° 29

Mesure n° 27 La Conférence souligne qu'il importe de résoudre tous les cas de non-respect des obligations en matière de garanties, conformément au Statut de l'AIEA et aux obligations juridiques des divers États Membres. Elle demande à cet égard aux États Membres de coopérer avec l'Agence.

L'Australie observe les critères les plus élevés de respect de ses engagements et de ses obligations en termes de non-prolifération et coopère pleinement avec l'AIEA.

L'Australie ne cesse d'appeler tous les États à coopérer pleinement avec l'AIEA et à honorer leurs engagements au titre du système international de garanties. L'Australie a fourni une contribution extrabudgétaire pour permettre à l'AIEA de mener des activités de vérification à l'appui du plan d'action conjoint P5+1/République islamique d'Iran.

Mesure n° 28 La Conférence encourage tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait à conclure et appliquer dès que possible les protocoles additionnels et à les mettre en œuvre à titre provisoire en attendant leur entrée en vigueur.

L'Australie a signé, le 23 septembre 1997, le Protocole additionnel, pour entrée en vigueur le 12 décembre 1997. L'Australie incite activement tous les États qui ne l'ont pas encore fait à faire entrer en vigueur un protocole additionnel à leurs accords de garanties conclu avec l'AIEA.

Voir aussi la réponse relative à la mesure n° 23

Mesure n° 29 La Conférence encourage l'AIEA à faciliter la tâche des États parties et à les aider à conclure et appliquer les accords de garanties généralisées et les protocoles additionnels. Elle demande aux États parties d'envisager des mesures spécifiques qui favoriseraient l'universalisation de ces accords.

L'Australie préside actuellement l'Asia-Pacific Safeguards Network, un réseau informel d'autorités, de ministères et autres organisations chargées de l'application des garanties dans les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Le réseau a pour objectif de promouvoir la meilleure pratique en matière de garanties dans la région.

Le directeur général de l'Office australien des garanties et de la non-prolifération préside le Groupe consultatif permanent sur la mise en œuvre des garanties. L'Australie a aussi fourni des instructeurs pour les cours sur les garanties organisés par l'AIEA et d'autres partenaires dans la région de l'Asie et du Pacifique.

L'Australie continue de dialoguer avec les États insulaires de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique et à leur apporter son soutien en ce qui concerne les garanties, en particulier les États qui n'ont pas encore conclu et mis en vigueur des accords de garanties généralisées, des protocoles additionnels et des protocoles relatifs aux petites quantités de matières avec l'AIEA.

		L'Australie a offert son aide à certains États pour l'élaboration de leurs accords et arrangement de garanties avec l'AIEA.
Mesure n° 30	La Conférence préconise une plus large application des garanties aux installations nucléaires pacifiques dans les États dotés d'armes nucléaires aux termes des accords de soumission volontaire pertinents, d'une manière aussi économique et commode que possible, compte tenu des ressources dont dispose l'AIEA, et souligne que les garanties généralisées et les protocoles additionnels devraient s'appliquer universellement lorsque les armes nucléaires auront été complètement éliminées	L'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement a présenté au Comité préparatoire de 2013 un document de travail intitulé « Plus large application des garanties dans les États dotés d'armes nucléaires ».
Mesure n° 31	La Conférence encourage tous les États parties ayant conclu des protocoles relatifs aux petites quantités de matières qui ne l'ont pas encore fait à les amender ou les abroger, s'il y a lieu, le plus rapidement possible.	L'Australie n'a jamais eu de protocole relatif aux petites quantités de matières. L'Australie ne cesse d'encourager les États parties au Traité sur la non-prolifération qui ont des protocoles anciens relatifs aux petites quantités de matières et qui ne l'ont pas encore fait à les amender ou les abroger, s'il y a lieu, le plus rapidement possible. L'Australie, notamment en tant qu'État faisant partie de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, dialogue avec les États pour que ceux-ci, s'il y a lieu, amendent ou abrogent les protocoles relatifs aux petites quantités de matières.
Mesure n° 32	La Conférence recommande de réexaminer et de réévaluer périodiquement les garanties de l'AIEA. Il conviendrait d'appuyer et d'appliquer les décisions adoptées par les organes directeurs de l'AIEA en vue de renforcer encore l'efficacité des garanties de l'AIEA et d'en améliorer le fonctionnement	En tant que membre du Conseil des Gouverneurs, l'Australie soutient les initiatives prises par le Directeur général et le Conseil pour renforcer sans cesse l'efficacité et l'efficience des garanties de l'AIEA, y compris par l'application du concept des garanties à l'échelle d'un État. Voir aussi la réponse relative à la mesure n° 29
Mesure n° 33	La Conférence invite tous les États parties à veiller à ce que l'AIEA continue d'avoir tout l'appui politique, technique et financier nécessaire pour pouvoir s'acquitter effectivement de ses responsabilités en matière d'application des garanties, comme stipulé à l'article III du Traité.	L'Australie a toujours versé sa contribution estimative et fourni des contributions extrabudgétaires et une aide en nature. L'Australie défend résolument l'idée que l'AIEA doit exercer ses fonctions avec la pleine coopération de tous les États. Un des éléments essentiels du soutien de l'Australie à l'AIEA est sa participation active au Conseil des Gouverneurs et sa participation, depuis 1980, au Programme d'appui d'États Membres de l'Agence.

- Mesure n° 34 La Conférence encourage les États parties, dans le cadre du Statut de l'AIEA, à poursuivre l'élaboration d'une base technologique internationale solide, souple, adaptative et économique pour les méthodes de contrôle avancées grâce à la coopération entre les États Membres et avec l'AIEA.
- L'Australie entretient une base technologique et des capacités techniques fortes qu'elle met à disposition en vue de contribuer aux initiatives internationales en matière de garanties. Elle gère aussi le Programme d'appui d'États Membres de l'AIEA ayant pour but de soutenir les capacités techniques de l'AIEA dans le domaine des garanties.
- L'Australie gère deux laboratoires de diagnostic qui font partie du réseau de laboratoires d'analyses de l'AIEA.
- Mesure n° 35 La Conférence exhorte tous les États parties à veiller à ce que leurs exportations dans le domaine nucléaire ne contribuent pas directement ou indirectement à la mise au point d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires et à ce que ces exportations soient parfaitement conformes aux buts et à l'objet du Traité, tels qu'ils sont énoncés en particulier aux articles I, II, et III, ainsi qu'à la décision relative aux principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995.
- L'uranium australien est exporté pour utilisation à des fins pacifiques exclusivement et uniquement vers des pays et des parties avec lesquels l'Australie a des accords bilatéraux de coopération nucléaire. Les accords bilatéraux du pays dans le domaine de la coopération nucléaire incluent des assurances du niveau d'un traité prévoyant que les matières nucléaires australiennes seront utilisées uniquement à des fins pacifiques et que ces matières seront soumises aux garanties de l'AIEA. Ces accords assurent que les exportations nucléaires australiennes restent exclusivement utilisées à des fins pacifiques et ne peuvent être transférées qu'à une partie qui a conclu un accord bilatéral de coopération nucléaire avec l'Australie. L'Australie a actuellement en vigueur 23 accords bilatéraux de ce type qui concernent 41 pays plus Taiwan. Dans le cas des États parties non dotés d'armes nucléaires, les garanties de l'AIEA doivent s'appliquer aux activités nucléaires existantes et futures.
- L'Australie a ratifié l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, mis en œuvre par la loi de 1987 sur les garanties en matière de non-prolifération des matières nucléaires et par la loi de 2007 modifiant la législation sur la non-prolifération, et exécute actuellement la révision 5 du document INFCIRC/225 de l'AIEA (La protection physique des matières et installations nucléaires).
- Mesure n° 36 La Conférence encourage les États parties à utiliser les directives et arrangements négociés et convenus sur le plan multilatéral pour mettre au point leur mécanisme national de contrôle des exportations.
- L'Australie s'assure que les exportations liées au nucléaire n'entrent pas dans la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Les contrôles des exportations australiennes sont basés sur la meilleure pratique multilatérale. En outre, les organismes nucléaires australiens coopèrent étroitement avec les forces de l'ordre et les douanes en vue de renforcer la capacité du pays à détecter, dissuader et démanteler le trafic illicite de matières nucléaires.
- L'Australie est membre à la fois du Groupe des fournisseurs nucléaires et du Comité Zangger. Le règlement douanier (exportations interdites) de la loi de 1901 sur les douanes stipule que tout objet figurant sur la

liste de contrôle du pays (liste des biens militaires et stratégiques) requiert une autorisation préalable d'exportation. La liste des biens militaires et stratégiques incorpore la liste de contrôle du Groupe des fournisseurs nucléaires (parties I et II), la liste de base du Comité Zangger et les annexes 1 et 2 du protocole additionnel de l'AIEA.

Le Gouvernement australien a également promulgué la loi de 1995 sur les armes de destruction massive (prévention de la prolifération). Cette loi et les règles qui y sont associées permettent au Gouvernement de contrôler l'exportation ou le transfert de tous biens et services qui peuvent soutenir un programme d'armes de destruction massive et qui ne sont contrôlés au titre d'aucune autre législation.

Voir également la réponse relative à la mesure n° 35

L'Australie a contribué à deux documents de travail sur le contrôle des exportations, soumis au Comité préparatoire de 2013 respectivement par l'Initiative sur la non-prolifération et par le Groupe des 10 de Vienne. Le Groupe des 10 de Vienne a également présenté au Comité préparatoire de 2014 des documents sur les « questions de Vienne » qui traitent notamment des questions relatives au contrôle des exportations.

Mesure n° 37 La Conférence encourage les États parties, lorsqu'ils prennent des décisions concernant des exportations nucléaires, à examiner si les États destinataires se sont acquittés de leurs obligations en matière de garanties de l'AIEA.

Voir la réponse relative à la mesure n° 35

Mesure n° 38 La Conférence invite tous les États parties, aux fins de la réalisation des objectifs du Traité, à respecter le droit légitime qu'ont tous les États parties, en particulier les États en développement, d'accéder pleinement aux matières et équipements nucléaires ainsi qu'à l'information technologique à des fins pacifiques.

L'Australie n'a cessé d'affirmer son soutien au développement de l'énergie et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques, dans un cadre qui réduit le risque de prolifération et respecte les normes internationales les plus rigoureuses en termes de garanties, de sécurité et de sûreté.

Le Groupe des 10 de Vienne et l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement ont soumis à la Conférence d'examen de 2015 des documents de travail qui traitaient notamment des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Mesure n° 39 Les États parties sont encouragés à faciliter les transferts de technologies et de matières nucléaires, à faire preuve de coopération sur le plan international,

L'Australie facilite les transferts de technologie nucléaire et la coopération internationale entre les États parties par des arrangements tels que l'Accord régional de coopération pour la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la

	conformément aux articles I, II, III et IV du Traité, et à éliminer à cet égard les obstacles susceptibles d'entraver indûment cette coopération, en contradiction avec le Traité.	technologie nucléaires pour la région de l'Asie et du Pacifique; le Forum pour la coopération nucléaire en Asie; le Programme de coopération technique de l'AIEA; l'Initiative de l'AIEA sur les utilisations pacifiques, et autres programmes de l'Agence ainsi que par des arrangements bilatéraux.
		Voir les réponses relatives aux mesures n ^{os} 35, 36 et 38
Mesure n ^o 40	La Conférence encourage tous les États à appliquer les normes les plus strictes possibles pour la sécurité et la protection physique de toutes les matières et installations nucléaires.	<p>L'Australie applique les normes les plus élevées possible en matière de sécurité et de protection physique des matières et des installations nucléaires, comme cela a été reconnu par son classement au rang 1 pour la sécurité de ses matières nucléaires dans les indices 2012 et 2014 de sécurité des matières nucléaires de l'Initiative relative à la menace nucléaire.</p> <p>L'Australie participe activement à la série des Sommets sur la sécurité nucléaire centrée sur les mesures à mettre en œuvre pour améliorer les systèmes de sécurité nucléaire à l'échelle mondiale, en particulier contre le terrorisme international. M^{me} Julie Bishop, Ministre des affaires étrangères de l'Australie, a assisté au dernier Sommet sur la sécurité nucléaire, qui s'est tenu en mars 2014 aux Pays-Bas, où l'Australie a annoncé une contribution de 1 million de dollars australiens au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA en vue de soutenir les activités de l'AIEA dans la région de l'Inde et du Pacifique.</p> <p>En novembre 2013, l'Australie a accueilli une mission du Service consultatif international sur la protection physique de l'AIEA. L'Australie a également fourni des experts à un certain nombre d'autres missions de ce service.</p> <p>L'Australian Nuclear Science and Technology Organization (ANSTO) participe au Groupe consultatif sur la sécurité nucléaire de l'AIEA, qui conseille le Directeur général de l'AIEA pour les activités liées à la prévention et à la détection du terrorisme nucléaire et radiologique et à la lutte contre ce terrorisme.</p> <p>L'Australie a accueilli un certain nombre d'exercices de simulation à l'appui de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire. L'Australie préside aussi le Groupe de travail technique international sur la criminalistique nucléaire de l'Initiative mondiale.</p> <p>L'Australie a, par l'intermédiaire du Groupe des 10 de Vienne, présenté un document de travail sur la sécurité nucléaire au Comité préparatoire de 2013 et des documents de travail sur les « questions de Vienne » au Comité préparatoire de 2014 et à la Conférence d'examen de 2015. Ces documents de travail concernaient notamment la sécurité nucléaire.</p>

- L'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement a présenté un document de travail au Comité préparatoire de 2014. Le document de travail de l'Initiative soumis à la Conférence d'examen de 2015 traitait entre autres de la sécurité nucléaire.
- Voir également la réponse relative à la mesure n° 35
- Mesure n° 41 La Conférence encourage tous les États parties à appliquer, selon qu'il conviendra et dès que possible, les recommandations sur la protection physique des matières et installations nucléaires figurant dans le document INFCIRC/225/Rev.4 (corrigé) de l'AIEA et dans les autres instruments internationaux pertinents.
- Au Sommet de La Haye sur la sécurité nucléaire, l'Australie s'est engagée à réaliser ou à dépasser les objectifs de la circulaire INFCIRC/225/Rev.5 dans le cadre des déclarations communes sur le renforcement de la mise en œuvre de l'objectif de sûreté nucléaire.
- Voir également la réponse relative la mesure n° 35
- Mesure n° 42 La Conférence demande à tous les États parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires de ratifier l'amendement à la Convention dès que possible et les encourage à agir en conformité avec l'objet et le but de cet amendement jusqu'à ce qu'il entre en vigueur. Elle engage tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention et à adopter l'amendement dès que possible.
- L'Australie a ratifié l'amendement le 17 juillet 2008.
- Voir également la réponse relative à la mesure n° 35
- Mesure n° 43 La Conférence exhorte tous les États parties à appliquer les principes du Code de conduite révisé de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, ainsi que ses Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives, qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA en 2004.
- L'Australie a appliqué les principes du Code de conduite révisé de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, ainsi que ses Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives, qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA en 2004. L'Australie applique les principes des Orientations révisées pour l'importation et l'exportation de sources radioactives, qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA en 2011.
- Mesure n° 44 La Conférence invite tous les États parties à se donner les moyens de mieux détecter, décourager et empêcher le trafic de matières nucléaires sur l'ensemble de leur territoire, conformément à leurs obligations juridiques internationales, et demande aux États qui sont en mesure de le faire de s'employer à renforcer les partenariats internationaux et les capacités à cet égard. Elle invite
- Voir la réponse relative à la mesure n° 36
- L'Australie appuie la base de données sur les mouvements illégaux de matières nucléaires et autres matières radioactives, à laquelle elle contribue si nécessaire.
- L'Australian Nuclear Science and Technology Organisation (Organisation australienne pour la science et la technologie nucléaires) possède un programme de recherche visant à améliorer les capacités de détection du trafic illicite de matières nucléaires et a mené à cet égard des échanges avec des partenaires régionaux.

également les États parties à prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs intérieurs pour prévenir la prolifération des armes nucléaires, conformément à leurs obligations juridiques internationales.

Mesure n° 45 La Conférence encourage tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait à devenir, dès que possible, parties à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

L'Australie a déposé son instrument de ratification de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire le 16 mars 2012. (Législation nationale : loi de 2012 portant modification de la législation sur le terrorisme nucléaire)

L'Australie a mis en œuvre ses obligations au titre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et joue un rôle actif au sein du Comité du Conseil de sécurité créé en vertu de la résolution 1540 (2004). Elle a aussi saisi toutes les occasions, dans ses campagnes d'information sur la non-prolifération, pour informer les pays de la région d'Asie et du Pacifique des objectifs et des obligations de la résolution 1540 (2004) et pour offrir de coopérer avec eux en vue d'améliorer et de renforcer leur capacité de mise en œuvre de la résolution là où cela était possible.

Mesure n° 46 La Conférence encourage l'AIEA à continuer d'aider les États parties à renforcer leurs mesures de réglementation nationale des matières nucléaires, notamment par la mise en place et l'application d'un système national de comptabilité et de contrôle de ces matières, ainsi que de systèmes à l'échelle régionale. Elle demande aux États parties d'élargir leur appui aux programmes pertinents de l'Agence.

En tant que membre du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, l'Australie affirme son soutien à cette recommandation. Elle élargit en outre son soutien aux programmes de l'AIEA par sa participation à ses programmes d'appui d'États Membres.

Au travers de mécanismes tels que l'Accord régional de coopération sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires pour l'Asie et le Pacifique, le Projet relatif à la sécurité régionale des sources radioactives et le Réseau de garanties pour l'Asie et le Pacifique, l'Australie a aidé les pays de la région à renforcer leurs contrôles réglementaires nationaux des matières nucléaires et autres matières radioactives.

III. Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : *La Conférence demande aux États parties de se conformer à toutes les dispositions du Traité et de :*

Mesure n° 47 Respecter les choix et décisions de chaque pays dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, sans porter atteinte à la politique qu'il applique en la matière, aux accords et arrangements de coopération internationale qu'il a conclus et à la ligne de conduite qu'il a adoptée en ce qui concerne le cycle du combustible

L'Australie respecte les choix et les décisions de chaque pays dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et mène une large coopération avec d'autres États parties et organisations internationales en vue de poursuivre le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Voir également la réponse relative aux mesures n°s 35 et 38

Mesure n° 48	S'engager à faciliter et réaffirmer le droit des États parties à participer à un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et d'informations scientifiques et technologiques en vue de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire	Voir la réponse relative à la mesure n° 38 L'Australie a partagé avec ses pays voisins son expérience dans le domaine de l'application sans risque de la science et de la technologie nucléaires, grâce à des arrangements tels que l'Accord régional de coopération sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires pour l'Asie et le Pacifique, le Forum pour la coopération dans le domaine nucléaire en Asie, le Projet relatif à la sécurité régionale des sources radioactives, le Programme de coopération technique de l'AIEA, l'Initiative de l'AIEA pour les utilisations pacifiques, et d'autres programmes de l'AIEA et programmes bilatéraux.
Mesure n° 49	Coopérer avec les autres États parties ou des organisations internationales au développement plus poussé de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, compte dûment tenu des besoins des régions du monde en développement	L'Australian Nuclear Science and Technology Organization participe au Groupe consultatif permanent sur les applications nucléaires en apportant des éléments d'information essentiels pour l'établissement des priorités pour les programmes de recherche de l'AIEA dans le domaine de la technologie nucléaire. L'Australian Nuclear Science and Technology Organization participe au projet « Sahel » en assurant l'éducation des boursiers de l'AIEA provenant de la région du Sahel aux techniques isotopiques pour la recherche et la gestion relatives aux nappes phréatiques. L'Organisation a été désignée « Neutron Scattering Collaborating Centre » (Centre collaboratif pour la diffraction neutronique) de l'AIEA de 2009 à 2012. Le Centre a permis l'accès des scientifiques et des chercheurs de la région aux installations et au savoir-faire de l'Organisation. En tant que Neutron Scattering Collaborating Centre, l'Organisation a abrité des écoles internationales pour la diffraction neutronique. Voir la réponse relative aux mesures n° 48 et 52
Mesure n° 50	Accorder un traitement préférentiel aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité, en prenant notamment en compte les besoins des pays en développement	Voir la réponse relative à la mesure n° 48
Mesure n° 51	Faciliter les transferts de technologie nucléaire et la coopération internationale entre les États parties, conformément aux articles I, II, III et IV du Traité, et éliminer à cet égard les obstacles susceptibles d'entraver indûment cette coopération en contradiction avec le Traité	Voir les réponses relatives aux mesures n° 35, 36 et 38

Mesure n° 52 Continuer à s'employer, au sein de l'AIEA, à accroître l'efficacité et l'efficience du programme de coopération technique de l'Agence

L'Australie est contributrice de longue date au Fonds de coopération technique de l'AIEA. En 2011, l'Australie a versé 100 000 dollars australiens en tant que contribution extrabudgétaire à l'AIEA pour son Initiative sur les utilisations pacifiques, destinés à une étude des incidences marines des radiations provenant de la centrale de Fukushima et, en 2012, elle a versé 15 000 dollars australiens à l'Initiative sur les utilisations pacifiques pour une étude sur l'acidification des océans. En 2014, l'Australie a également versé 20 000 euros au Programme d'action de l'AIEA en faveur de la cancérothérapie. En 2015, l'Australie apporte une contribution en nature d'une valeur de 20 000 dollars des États-Unis au projet « Sahel » en accueillant deux boursiers de la région du Sahel. L'Australie apporte une contribution à hauteur de 45 000 dollars australiens aux États membres de l'AIEA de la région du Pacifique en tant qu'aide à l'élaboration de leurs projets de coopération technique.

La politique de l'Australie a consisté à verser sa contribution annuelle au Fonds de coopération technique intégralement et dans les délais prévus et à encourager les autres États à faire de même.

Outre à l'égard du Fonds de coopération technique, l'Australie joue un rôle essentiel dans la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans la région de l'Asie et du Pacifique. Les organismes australiens liés au nucléaire – l'Organisation australienne de la science et de la technologie nucléaires, l'Organisme australien pour la protection contre les radiations et la sécurité nucléaire et l'Office australien des garanties et de la non-prolifération – continue de fournir des experts à l'AIEA et d'organiser une série de réunions avec les contreparties régionales dans le cadre des arrangements bilatéraux de coopération et des projets de l'AIEA.

Par l'intermédiaire du Groupe des 10 de Vienne, l'Australie a présenté au Comité préparatoire de 2013 et à la Conférence d'examen de 2015, un document de travail intitulé « Coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire », qui aborde notamment la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Mesure n° 53 Renforcer le programme de coopération technique de l'AIEA pour aider les États parties en développement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Voir la réponse relative à la mesure n° 52

Mesure n° 54	Tout mettre en œuvre et prendre des mesures concrètes pour veiller à ce que les ressources de l'AIEA destinées aux activités de coopération technique soient suffisantes, garanties et prévisibles	Voir la réponse relative à la mesure n° 52
Mesure n° 55	Encourager tous les États qui sont en mesure de le faire à participer davantage à l'initiative visant à recueillir 100 millions de dollars au cours des cinq prochaines années en tant que contributions extrabudgétaires aux activités de l'AIEA, tout en se félicitant des contributions déjà annoncées par les pays et groupes de pays à l'appui des activités de l'AIEA	<p>En 2011, l'Australie a versé 100 000 dollars australiens à l'AIEA pour une étude sur les incidences sur le milieu marin des radiations provenant de la centrale nucléaire de Fukushima. L'étude est administrée par l'AIEA et menée au titre de l'Accord de coopération régional pour la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et la technologie nucléaires pour la région d'Asie et du Pacifique, un accord ayant rang de traité auquel l'Australie est partie.</p> <p>En 2012, l'Australie a versé 15 000 dollars australiens au profit de l'Initiative de l'AIEA sur les utilisations pacifiques en vue d'une étude sur l'acidification des océans.</p> <p>En 2014, l'Australie a également versé 20 000 euros au profit du Programme d'action de l'AIEA pour les thérapies relatives au cancer.</p> <p>L'Australie contribue actuellement à hauteur de 45 000 dollars australiens à la formation des États membres de l'AIEA de la région du Pacifique afin de les aider à élaborer leurs projets de coopération technique.</p>
Mesure n° 56	Encourager l'action menée aux niveaux national, bilatéral et international pour former la main-d'œuvre qualifiée nécessaire au développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire	<p>Voir la réponse relative à la mesure n° 48</p> <p>L'Australie, en coopération avec l'AIEA, assure la formation de participants de tous pays sur une série de sujets liés aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, y compris dans des domaines spécialisés tels que l'évaluation radiologique des scènes de crime, la mise à l'arrêt définitif des réacteurs et la réglementation de l'extraction du minerai d'uranium.</p>
Mesure n° 57	Faire en sorte, lors du développement de l'énergie nucléaire, y compris l'électronucléaire, que l'utilisation de l'énergie nucléaire s'accompagne d'une adhésion sans réserve aux garanties et d'une application permanente de ces dernières, ainsi que de normes appropriées et efficaces de sûreté et de sécurité, conformes au droit national et aux obligations internationales de l'État concerné	Voir les réponses relatives aux mesures n ^{os} 38 et 40

- Mesure n° 58 Continuer d'examiner, de manière non discriminatoire et transparente, sous les auspices de l'AIEA ou dans le cadre d'instances régionales, l'élaboration d'approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, notamment la possibilité de créer des mécanismes visant à garantir l'approvisionnement en combustible nucléaire ainsi que des systèmes permettant de traiter des problèmes de la partie terminale du cycle, sans porter atteinte à l'exercice des droits que confère le Traité et sans préjudice des politiques nationales concernant le cycle du combustible, tout en faisant face aux complexités techniques, juridiques et économiques entourant ces questions, y compris les obligations en matière de garanties intégrales de l'AIEA
- L'Australie reconnaît les potentialités des propositions relatives aux mécanismes multilatéraux de garanties en termes de combustible et à la multilatéralisation du cycle du combustible en vue de réduire le risque de prolifération nucléaire.
- Dans sa fonction de membre du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, l'Australie a soutenu les projets et propositions multilatéraux relatifs à la gestion du cycle du combustible par l'AIEA.
- L'Australie soutien la poursuite de l'examen de cette question dans les enceintes internationales concernées.
- Mesure n° 59 Envisager de devenir parties, si ce n'est déjà fait, à la Convention sur la sûreté nucléaire, à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, et de ratifier son amendement de façon qu'il puisse rapidement entrer en vigueur
- L'Australie est partie à la Convention sur la sûreté nucléaire, à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (et a ratifié son amendement).
- Voir également la réponse relative à la mesure n° 45
- Mesure n° 60 Promouvoir l'échange de bonnes pratiques dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires, notamment par un dialogue avec l'industrie nucléaire et le secteur privé, selon qu'il convient
- Voir la réponse relative à la mesure n° 48
- L'Australie appuie et défend les mesures du Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire qui font progresser les enseignements tirés de l'accident nucléaire de Fukushima.
- L'Agence australienne pour la protection radiologique et la sûreté nucléaire participe à l'élaboration des normes de sûreté de l'AIEA, notamment par sa représentation de haut

niveau au sein de la Commission des normes de sûreté de l'AIEA en la personne du directeur de l'Agence. Avec l'Office australien des garanties et de la non-prolifération, l'Agence a soutenu l'élaboration de la collection « Sécurité nucléaire » de l'AIEA en contribuant à la rédaction des publications et en assistant aux réunions du Comité d'orientation de la sûreté nucléaire.

En tant que président du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, le Directeur général de l'Agence a dirigé la rédaction de l'évaluation, par le Comité, des effets sur la santé et l'environnement de l'accident nucléaire de Fukushima.

En marge de la Conférence générale de l'AIEA, l'Australie a accueilli une activité des Amis d'une extraction responsable de l'uranium, avec la participation du secteur. Cette activité offre une plateforme pour l'échange des meilleures pratiques dans le domaine de l'extraction de l'uranium.

L'Organisation australienne de la science et de la technologie nucléaires a joué un rôle directeur dans le Sommet de l'industrie nucléaire de 2014, qui a rassemblé des dirigeants du secteur nucléaire dans le but de renforcer les efforts dans des domaines comme la cybersécurité et de réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi dans le secteur civil.

L'Australie, par l'intermédiaire du Groupe des 10 de Vienne, a présenté des documents de travail sur la sûreté nucléaire aux Comités préparatoires de 2012 et 2013 et, au Comité préparatoire de 2014, un document de travail sur les « questions de Vienne », traitant notamment des questions de sûreté nucléaire.

Mesure n° 61 Encourager les États concernés, agissant à titre volontaire, à réduire encore au maximum le stockage et l'emploi d'uranium hautement enrichi à des fins civiles lorsque c'est possible sur le plan technique et économique

L'Australie a réduit au minimum sa détention et son utilisation d'uranium hautement enrichi en utilisant exclusivement de l'uranium faiblement enrichi comme combustible pour son réacteur nucléaire destiné à la recherche et pour les cibles utilisées dans la fabrication des radio-isotopes médicaux. La réussite de l'Australie à cet égard a prouvé qu'aucun motif technique ne justifie l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans la production de radio-isotopes.

L'Australie a également réduit ses réserves restantes d'uranium hautement enrichi.

L'Australie partage ses expériences en matière d'utilisation d'uranium faiblement enrichi dans les réacteurs destinés à la recherche et dans la production de radio-isotopes, tant sur le plan bilatéral qu'en participant aux initiatives de l'AIEA et de l'Agence pour l'énergie

	nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En juin 2014, l'Australie a signé une déclaration ministérielle conjointe de soutien aux initiatives de l'OCDE.
	L'Australie a, par l'intermédiaire du Groupe des 10 de Vienne, présenté à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, un document de travail sur les « questions de Vienne » qui traitait notamment de la question de la réduction au minimum de l'utilisation d'uranium hautement enrichi.
Mesure n° 62	Assurer le transport des matières radioactives, conformément aux normes internationales pertinentes de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement, et poursuivre le dialogue entre les États expéditeurs et les États côtiers afin de renforcer la confiance et de dissiper les inquiétudes concernant la sûreté et la sécurité du transport et la préparation aux situations d'urgence
	L'Australie s'emploie à respecter les normes les plus élevées de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement dans le transport des matières radioactives par sa réglementation stricte des activités nucléaires, y compris de l'extraction de l'uranium, qui prend en compte toutes les règles et recommandations de l'AIEA.
	L'Australie participe aussi au Dialogue entre États côtiers et États transporteurs et expéditeurs, un groupe informel de l'AIEA.
Mesure n° 63	Mettre en vigueur un régime de responsabilité civile dans le domaine nucléaire en devenant partie aux instruments internationaux pertinents ou en adoptant une législation nationale appropriée, sur la base des principes énoncés dans les principaux instruments internationaux pertinents
	L'Australie souscrit aux principes consacrés par les conventions relatives à la responsabilité nucléaire adoptées en 1997 et 2004 : la Convention de Vienne de 1997, la Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires et le Protocole de 2004 à la Convention de Paris. L'Australie a signé la Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires.
	Sur invitation du directeur général de l'AIEA, un expert australien préside le Groupe international d'experts de l'AIEA en matière de responsabilité nucléaire.
Mesure n° 64	La Conférence invite tous les États à respecter la décision adoptée par consensus le 18 septembre 2009 à la Conférence générale de l'AIEA sur l'interdiction d'attaque ou de menace d'attaque armée contre des installations nucléaires en service ou en construction.
	L'Australie se conforme à cette décision.

IV. Le Moyen-Orient, en particulier l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient

1. La Conférence réaffirme l'importance de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et rappelle que ses buts et objectifs ont été réaffirmés	L'Australie continue de soutenir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, à laquelle ont librement souscrit les États de la région. Le Gouvernement australien se félicite du résultat de la Conférence d'examen de 2010 consacrée à la résolution de 1995 sur le
--	--

à la Conférence d'examen de 2000. Elle souligne que la résolution reste valide jusqu'à ce que ses buts et objectifs aient été atteints. La résolution, qui a été coparrainée par les États dépositaires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), est un élément essentiel des résultats de la Conférence de 1995, sur la base desquels le Traité a été prorogé en 1995 pour une durée indéfinie, sans que la question soit mise aux voix. Les États parties se disent une fois de plus résolus à prendre, à titre individuel et collectif, toutes les mesures nécessaires à sa prompte application.

2. La Conférence réaffirme qu'elle souscrit aux buts et objectifs du processus de paix au Moyen-Orient et constate que les efforts déployés à cet égard, entre autres, contribuent notamment à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

3. La Conférence note que les cinq États dotés d'armes nucléaires ont réaffirmé, à la Conférence d'examen de 2010, leur engagement en faveur de l'application intégrale de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient.

4. La Conférence déplore que peu de progrès aient été réalisés vers l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient.

5. La Conférence rappelle que la Conférence d'examen de 2000 a réaffirmé qu'il importait qu'Israël adhère au Traité et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties généralisées de l'AIEA. Elle réaffirme qu'il est urgent et important de parvenir à l'universalité

Moyen-Orient et appuiera tout effort constructif déployé en vue de faire progresser la mise en œuvre d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient et de leurs vecteurs.

L'Australie affirme qu'elle est disposée à soutenir les initiatives relatives à la tenue d'une conférence sur la création d'une telle zone et invite tous les États concernés à faire aboutir ces processus à un résultat constructif.

La participation universelle et l'adhésion aux traités et instruments existants faciliteraient grandement la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient. L'Australie contribue aujourd'hui activement à la réalisation de cet objectif par les efforts qu'elle déploie pour assurer la participation universelle au Traité sur la non-prolifération; au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires; à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction; et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, ainsi que par son soutien actif au Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques.

Le protocole additionnel du système de garanties renforcé de l'AIEA offre aux États du Moyen-Orient un moyen important de renforcer la confiance. L'Australie invite tous les États à conclure sans délai et sans conditions préalables un protocole additionnel avec l'AIEA. Le renforcement des garanties est dans l'intérêt de tous les pays, s'il peut empêcher l'augmentation du nombre des États qui sont en mesure de fabriquer des armes nucléaires.

L'Australie sait qu'il sera difficile d'atteindre les objectifs de désarmement et de non-prolifération si l'on ne s'emploie pas, en parallèle, à réduire les tensions politiques qui sous-tendent les conflits internationaux. Elle prie instamment tous les États parties d'œuvrer à la mise en place, dans la région, d'un climat politique propice au désarmement, à la non-prolifération et à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient.

L'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement a présenté un document de travail sur cette question au Comité préparatoire de 2014. Le document de l'Initiative soumis à la Conférence d'examen de 2015 de ce traité abordait également cette question.

du Traité. Elle exhorte tous les États qui ne sont pas parties au Traité à y adhérer en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires de manière à assurer l'universalité de cet instrument dans les meilleurs délais.

6. La Conférence souligne la nécessité pour tous les États parties de respecter rigoureusement les obligations et les engagements qui découlent de leur adhésion au Traité. Elle exhorte tous les États de la région à prendre les mesures qui s'imposent ainsi que des mesures de confiance permettant d'atteindre les objectifs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, et demande à tous les États de s'abstenir de toute action susceptible d'empêcher la réalisation de cet objectif.

7. La Conférence souligne qu'il importe de mettre en place un processus permettant d'appliquer pleinement la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. À cette fin, elle appuie les mesures concrètes suivantes :

a) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, convoqueront en 2012 une conférence à laquelle prendront part tous les États du Moyen-Orient, en vue de la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région, avec le plein appui et l'engagement sans réserve des États dotés d'armes nucléaires. La Conférence de 2012 aura pour mandat la résolution de 1995;

b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, désigneront un facilitateur qui sera chargé d'appuyer l'application de la résolution de 1995 en procédant à des consultations avec les États de la région et à des préparatifs en vue de réunir la Conférence en 2012. Le facilitateur aidera également à faire appliquer les mesures de suivi qui auront été convenues par les États de la région à la Conférence de 2012. Il rendra compte à la Conférence d'examen de 2015 et aux réunions du Comité préparatoire;

c) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les auteurs de la résolution de 1995 désigneront, en consultation avec les États de la région, un État qui accueillera la Conférence de 2012;

d) Des mesures supplémentaires seront prises pour appuyer l'application de la résolution de 1995; l'AIEA, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et les autres organisations internationales compétentes seront tenues de préparer des documents d'information pour la Conférence de 2012 en ce qui concerne les modalités devant régir la zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et leurs vecteurs, compte tenu des travaux précédemment entrepris et de l'expérience acquise;

e) Toutes les offres visant à appuyer l'application de la résolution de 1995 seront examinées, y compris celle de l'Union européenne d'accueillir un séminaire à la suite de celui qui a été organisé en juin 2008.

8. La Conférence souligne la nécessité d'accomplir des progrès parallèles, du point de vue du fond et de l'échéancier, vers le processus conduisant à l'élimination totale et complète de toutes les armes de destruction massive dans la région, qu'elles soient nucléaires, chimiques ou biologiques.

9. La Conférence réaffirme que tous les États parties au Traité, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires et les États de la région, devraient continuer de faire rapport sur les mesures prises en vue d'appliquer la résolution de 1995, par l'intermédiaire du Secrétariat des Nations Unies, au Président de la Conférence d'examen de 2015 ainsi qu'au Président des réunions du Comité préparatoire qui se tiendront au préalable.

10. La Conférence constate le rôle important de la société civile dans l'application de la résolution de 1995 et encourage tous les efforts à cet égard.

Autre question régionale

La Conférence engage vivement la République populaire démocratique de Corée à respecter les engagements pris durant les pourparlers à six et, notamment, à abandonner totalement et de façon vérifiable toutes les armes nucléaires et les programmes nucléaires existants, conformément à la déclaration commune de septembre 2005, et la prie instamment de revenir rapidement au Traité et aux garanties de l'AIEA. Elle demande également à la République populaire démocratique de Corée et à tous les États parties de s'acquitter pleinement de toutes leurs obligations pertinentes en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires. Elle réaffirme son ferme appui aux pourparlers à six et demeure résolue à obtenir par la voie diplomatique un règlement satisfaisant et global de la question.

L'Australie invite instamment la République populaire démocratique de Corée à honorer les engagements pris durant les pourparlers à six, notamment à abandonner totalement et de façon vérifiable toutes les armes nucléaires et les programmes nucléaires existants, conformément à la déclaration commune de septembre 2005, et la prie instamment de revenir rapidement au Traité et à son adhésion aux garanties de l'AIEA.

L'Australie remplit sans réserve toutes les obligations pertinentes en matière de non-prolifération des armes nucléaires et de désarmement, y compris les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le document de travail de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement soumis à la Conférence d'examen de 2015 du Traité sur la non-prolifération traite également de cette question.